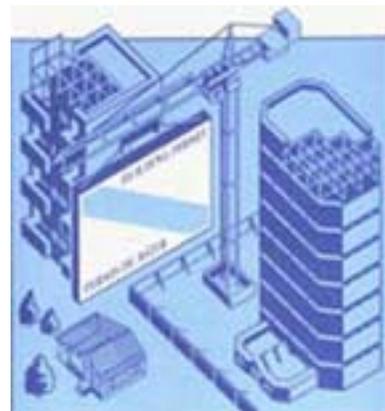


N° 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Mars 2014



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Permis de bâtir

Mars 2014

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html>

Mai 2014

N° 64-001-X au catalogue, vol. 58, n° 3

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- Greg Peterson, Directeur, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
- J. E. Forbes, Chef, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- B. Oueriemmi, Chef d'unité, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- M. Bien-Aimé, Analyste-économiste, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2013 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
Immeuble principal, SC 1306-i
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Mars 2014	6
Secteur non résidentiel : diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle	6
Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux	6
Provinces : diminution importante en Ontario	7
Baisse des intentions de construction à Kingston, Kitchener–Cambridge–Waterloo et London	7
Graphiques	
1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total	9
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple	9
4. Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total	10
5. Valeur des permis de construction commerciale	10
6. Valeur des permis de construction industrielle	11
7. Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale	11
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2014	17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014	19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014	23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2014	25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2014	26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014	27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2014	29

Table des matières – suite

12	Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2014	30
13	Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisées, mars 2014	31

Qualité des données, concepts et méthodologie

	Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	32
	Sources de données et méthodologie	33
	Concepts et variables observées	35
	Catégories de bâtiments	36
	Classification géographique	37
	Exactitude des données	39
	Comparabilité des données et sources connexes	40

Appendice

I	Abréviations géographiques	41
---	----------------------------	----

Faits saillants

Les entrepreneurs ont pris pour 6,0 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en baisse de 3,0 % par rapport à février. Le recul noté en mars a fait suite à une diminution de 11,3 % enregistrée le mois précédent. La baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel dans six provinces, l'Ontario venant en tête, a plus qu'effacé la hausse observée dans le secteur résidentiel.

Analyse – Mars 2014

Les entrepreneurs ont pris pour 6,0 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en baisse de 3,0 % par rapport à février. Le recul noté en mars a fait suite à une diminution de 11,3 % enregistrée le mois précédent. La baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel dans six provinces, l'Ontario venant en tête, a plus qu'effacé la hausse observée dans le secteur résidentiel.

Les intentions de construction dans le secteur non résidentiel ont diminué de 8,8 % pour se fixer à 2,3 milliards de dollars en mars, soit le plus bas niveau enregistré depuis janvier 2013. Cette baisse a fait suite à une hausse de 7,4 % notée le mois précédent. Des reculs ont été observés dans six provinces, l'Ontario ayant été à l'origine de la majeure partie de la baisse. Des hausses ont été enregistrées dans quatre provinces, l'Alberta étant en tête, suivie de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a augmenté de 1,0 % pour s'établir à 3,7 milliards de dollars, après avoir reculé de 20,8 % en février. Une hausse des intentions de construction résidentielle a été observée dans cinq provinces, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan venant en tête. Le Québec et le Nouveau-Brunswick ont enregistré les baisses les plus marquées.

Secteur non résidentiel : diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 467 millions de dollars de permis de construction institutionnelle en mars, soit 31,3 % de moins qu'en février. La valeur des permis de construction institutionnelle a reculé dans cinq provinces. L'Ontario a été à l'origine de la majeure partie de cette baisse, en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont affiché les plus fortes hausses en mars, lesquelles ont été attribuables aux établissements d'enseignement.

Après s'être accrue de 29,7 % en février, la valeur des permis dans la composante industrielle a reculé de 7,7 % en mars pour se fixer à 329 millions de dollars. Des replis notés dans quatre provinces, surtout au Québec et en Ontario, ont neutralisé les hausses dans les autres provinces. La baisse observée en mars a été en grande partie attribuable à une diminution des intentions de construction d'installations minières et de bâtiments d'exploitation agricole au Québec, et d'usines de fabrication en Ontario et au Québec. La Colombie-Britannique a enregistré la hausse la plus marquée, suivie du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a progressé de 1,2 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars. L'Alberta a été à l'origine de la majeure partie de la hausse en raison de l'augmentation des intentions de construction de complexes de vente au détail ainsi que d'hôtels et de restaurants. La Colombie-Britannique et la Saskatchewan ont affiché les plus fortes baisses, surtout en raison de l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles à bureaux.

Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux

La valeur des permis de logements multifamiliaux s'est accrue de 7,9 % en mars pour s'établir à 1,6 milliard de dollars, et ce, à la suite d'une baisse de 30,7 % enregistrée le mois précédent. Des augmentations ont été observées dans la plupart des provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique étant arrivés en tête.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont diminué de 3,6 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une quatrième diminution en cinq mois, marquant ainsi le plus bas niveau pour la composante depuis février 2011. Des reculs ont été enregistrés dans sept provinces, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ayant affiché les baisses les plus marquées.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 15 833 nouveaux logements, en hausse de 12,2 % par rapport à février. La progression s'explique par les logements multifamiliaux, dont le nombre a augmenté de 21,2 % pour se chiffrer à 10 191 unités. En revanche, les logements unifamiliaux ont diminué de 1,2 % pour s'établir à 5 642 unités.

Provinces : diminution importante en Ontario

La valeur totale des permis a diminué dans cinq provinces en mars, l'Ontario affichant la plus forte diminution, suivi du Québec et du Nouveau-Brunswick.

La forte baisse observée en Ontario a été principalement attribuable à l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles institutionnels et, dans une moindre mesure, de logements unifamiliaux et de bâtiments industriels. Au Québec, la baisse mensuelle provenait des bâtiments industriels et des logements multifamiliaux, tandis que l'affaiblissement des intentions de construction de logements unifamiliaux et d'immeubles à vocation commerciale expliquait le recul au Nouveau-Brunswick.

L'augmentation la plus prononcée s'est produite en Alberta, où les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale expliquaient en grande partie la croissance. La Colombie-Britannique suivait de loin. Venait ensuite la Nouvelle-Écosse. Les immeubles institutionnels et les logements multifamiliaux ont le plus contribué à la progression en Colombie-Britannique, tandis que les immeubles à vocation commerciale et les logements multifamiliaux ont été à l'origine de l'augmentation en Nouvelle-Écosse.

Baisse des intentions de construction à Kingston, Kitchener–Cambridge–Waterloo et London

La valeur totale des permis a diminué dans 16 des 34 régions métropolitaines de recensement.

La plus forte baisse a été enregistrée à Kingston, suivie de Kitchener–Cambridge–Waterloo et de London. À Kingston, la diminution a été principalement attribuable aux reculs touchant les immeubles institutionnels. L'affaiblissement des intentions de construction de logements multifamiliaux expliquait la baisse observée à Kitchener–Cambridge–Waterloo, tandis qu'à London, les intentions de construction d'immeubles non résidentiels et de logements unifamiliaux ont été à l'origine de la diminution.

Edmonton a enregistré l'augmentation la plus prononcée en mars, suivie d'Oshawa et de Québec. La valeur des permis délivrés à Edmonton s'est accrue surtout en raison de l'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux, d'immeubles institutionnels et de structures commerciales. À Oshawa, les immeubles à vocation commerciale ont été à l'origine de la progression, tandis qu'à Québec, les logements multifamiliaux et toutes les composantes du secteur non résidentiel expliquaient l'augmentation.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « *La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques* ».

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

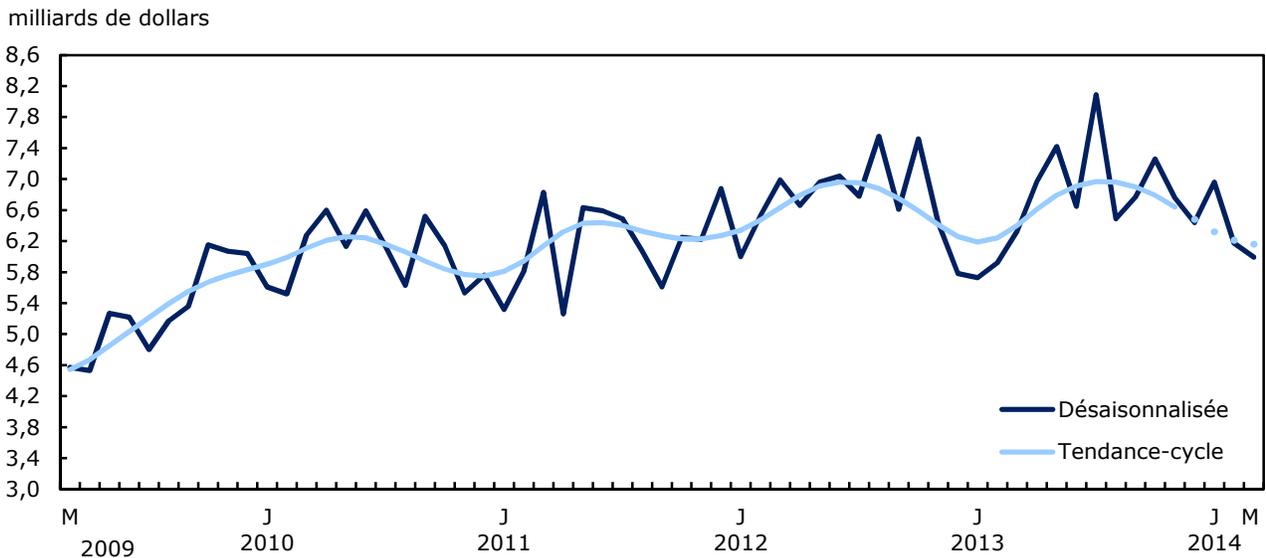
Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées sur les graphiques en tant que complément des séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

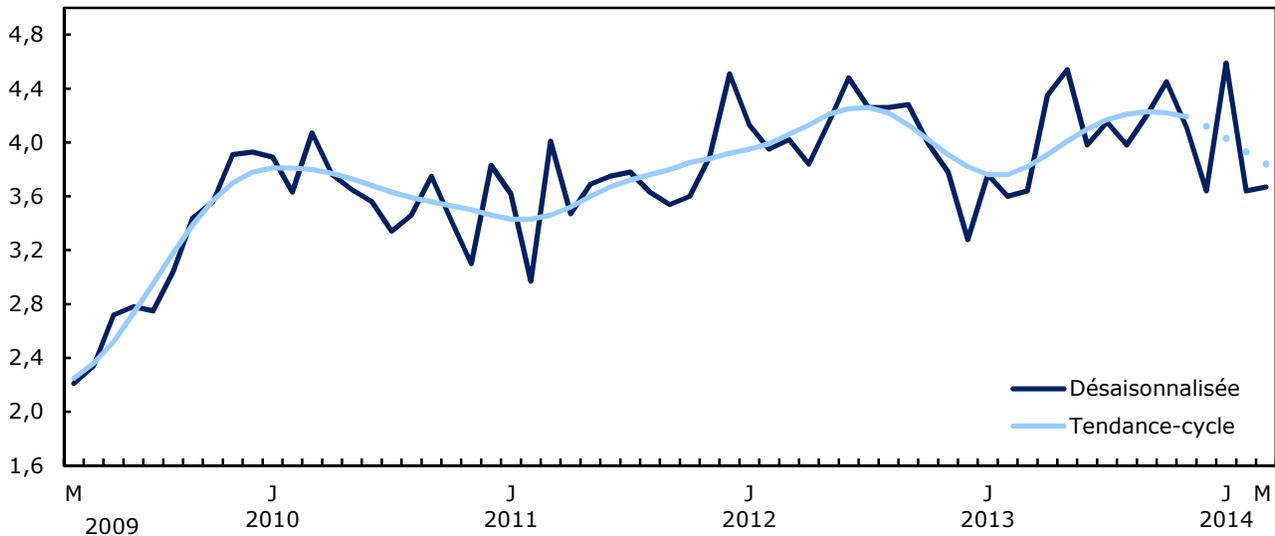
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 2
Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total

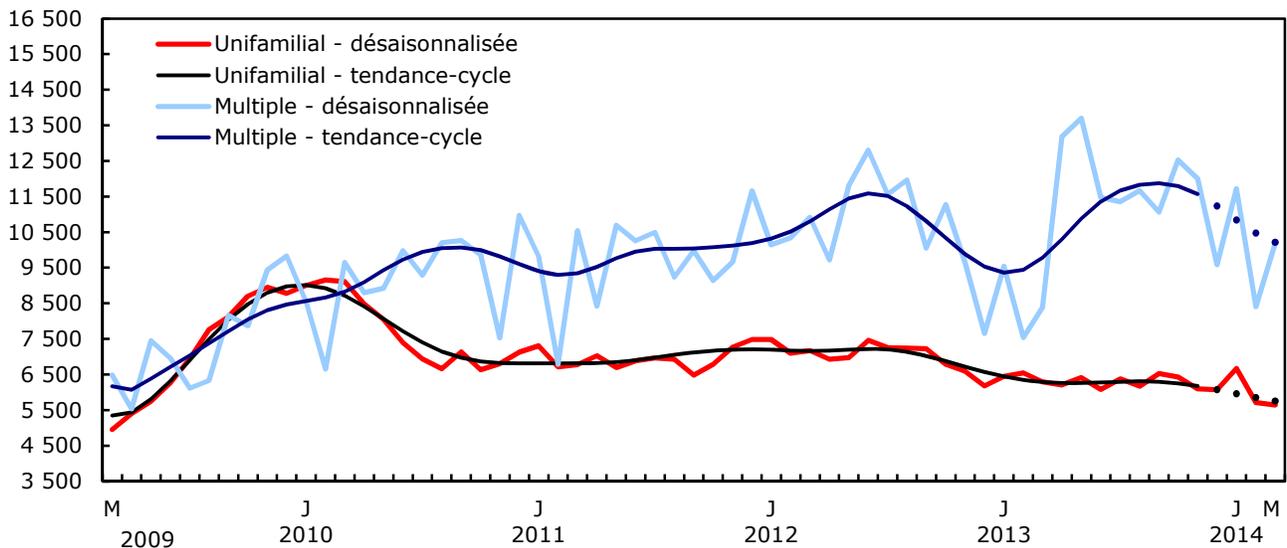
milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple

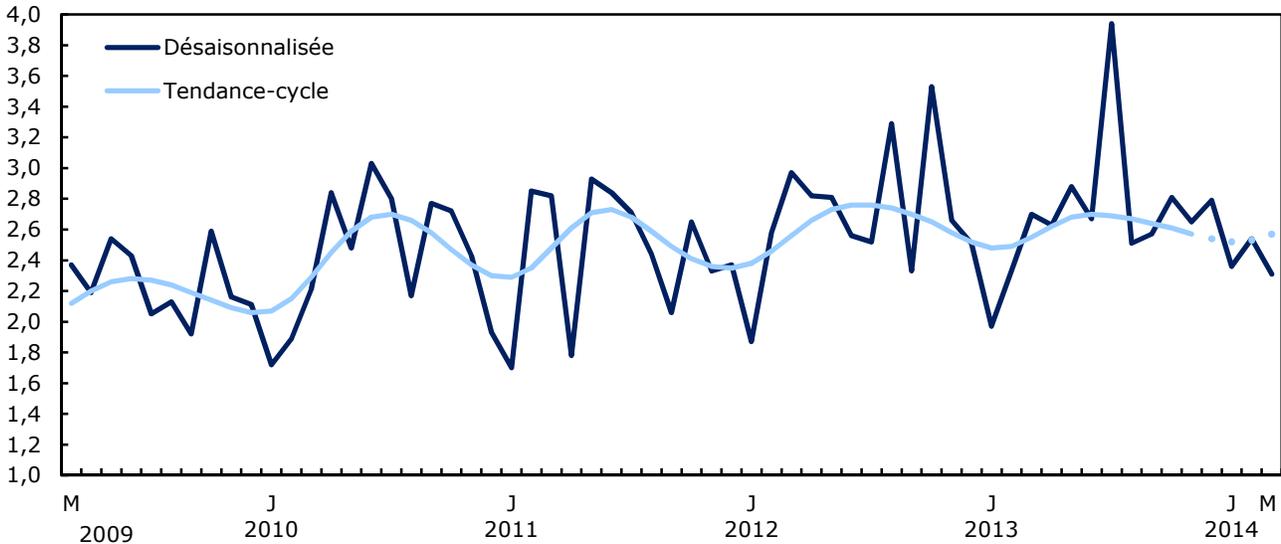
unités



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 4
Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total

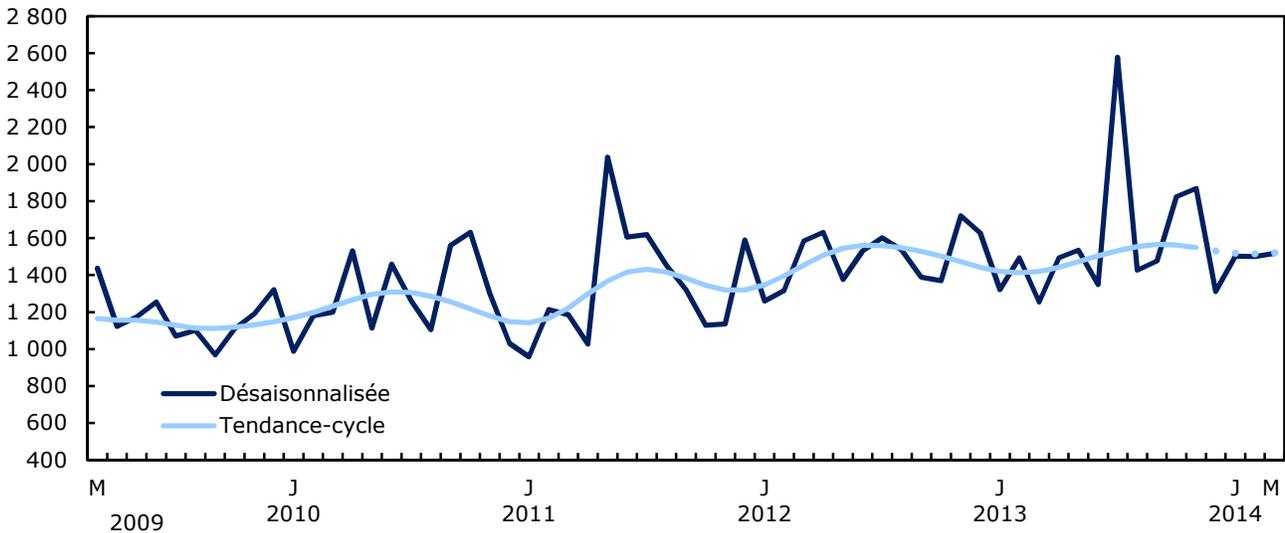
milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 5
Valeur des permis de construction commerciale

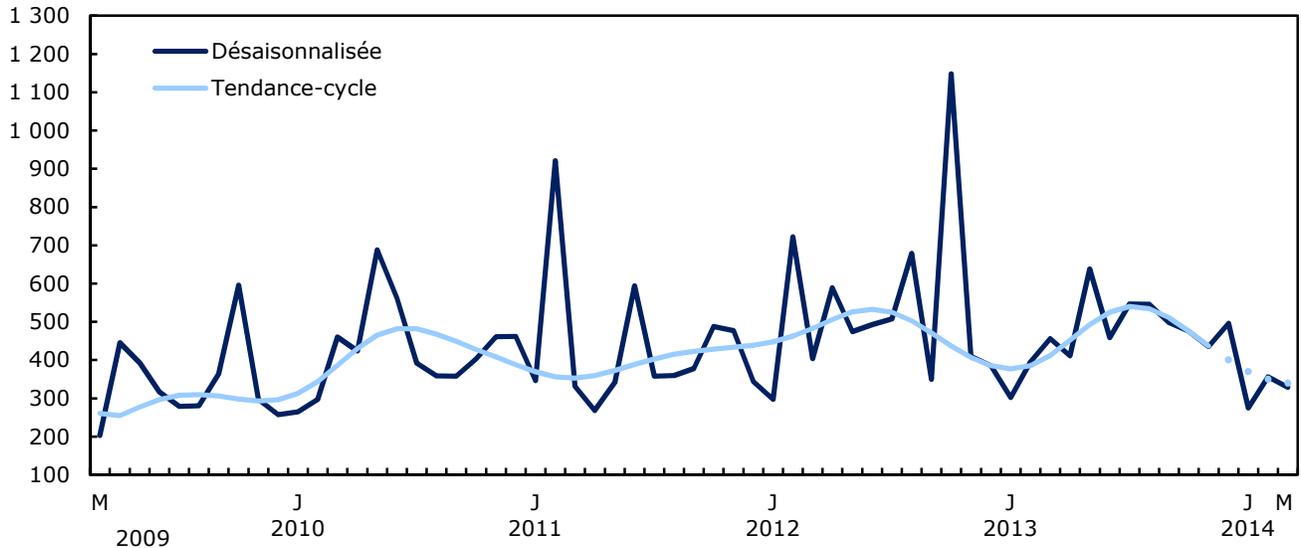
millions de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 6
Valeur des permis de construction industrielle

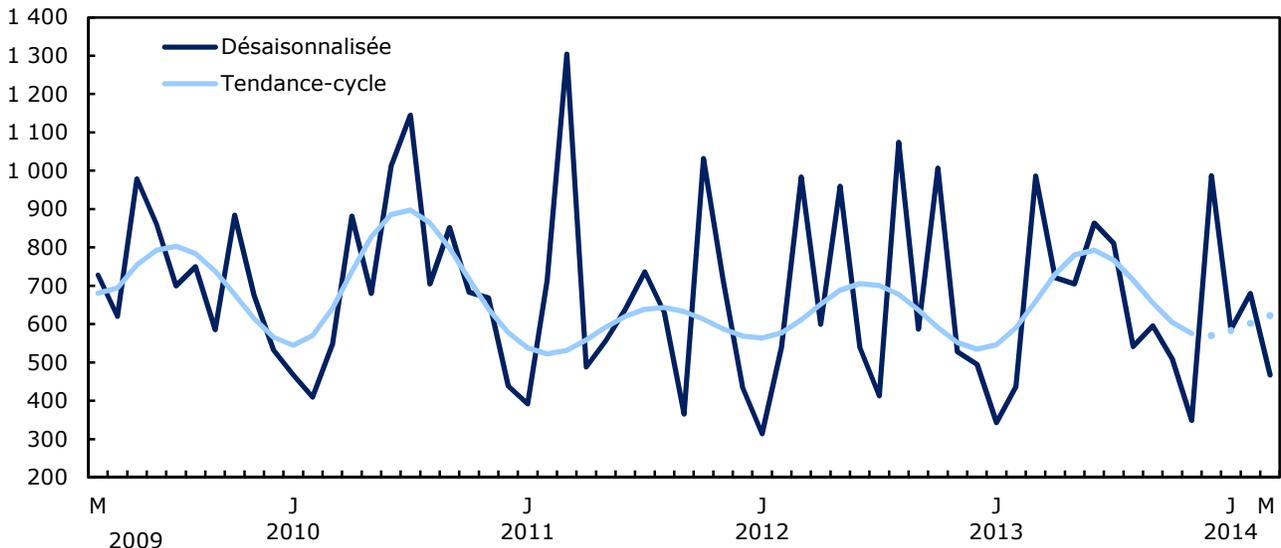
millions de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 7
Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale

millions de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X Investissements privés et publics au Canada : perspectives

62-202-X Les habitudes de dépenses au Canada

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002 Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001 Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel

026-0002 Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel

026-0003 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel

026-0004 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel

026-0005 Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel

026-0006 Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel

026-0007 Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel

026-0008 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel

026-0010 Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	5 987 323	6 172 292	-3,0	-11,3	8,1	-4,8	-6,8	7,2
Terre-Neuve-et-Labrador	41 181	42 245	-2,5	-57,5	36,8	1,8	-18,4	-15,3
Île-du-Prince-Édouard	14 497	23 045	-37,1	52,2	27,7	-51,3	55,8	-14,6
Nouvelle-Écosse	93 042	58 138	60,0	-23,0	50,5	-29,3	-22,0	-0,5
Nouveau-Brunswick	60 847	76 853	-20,8	4,1	62,1	-34,0	-16,2	-3,2
Québec	1 140 564	1 199 058	-4,9	-12,1	-22,2	56,9	-13,1	-1,2
Ontario	2 144 667	2 485 738	-13,7	3,8	12,2	-19,0	-0,8	17,5
Manitoba	143 341	141 001	1,7	-27,2	48,6	-25,0	-37,0	18,4
Saskatchewan	194 174	185 562	4,6	-12,5	39,0	-35,8	-36,2	27,5
Alberta	1 312 037	1 190 531	10,2	-26,1	18,5	-3,1	-7,1	-1,0
Colombie-Britannique	830 605	759 384	9,4	-16,3	31,3	-28,0	12,3	0,8
Yukon	7 068	3 848	83,7	-32,0	473,7	-64,9	-74,2	101,1
Territoires du Nord-Ouest	1 100	1 989	-44,7	56,5	69,0	-9,5	-92,4	80,9
Nunavut	4 200	4 900	-14,3	46,3	-90,5	36 462,5	-98,1	430,8

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 313 322	2 536 256	-8,8	7,4	-15,4	5,4	-5,5	9,2
Terre-Neuve-et-Labrador	12 472	13 088	-4,7	-74,3	89,2	29,4	-17,8	-44,2
Île-du-Prince-Édouard	9 669	12 796	-24,4	68,1	30,4	-63,8	166,8	-40,2
Nouvelle-Écosse	38 761	11 469	238,0	-47,9	34,7	-15,0	-44,8	4,1
Nouveau-Brunswick	35 930	32 969	9,0	162,2	8,6	-68,9	-3,7	-13,6
Québec	441 243	468 722	-5,9	10,0	-60,7	157,3	5,5	-24,0
Ontario	821 346	1 163 666	-29,4	29,1	7,9	-30,2	9,9	26,9
Manitoba	41 781	42 434	-1,5	-44,2	96,9	-27,3	-61,3	66,9
Saskatchewan	62 874	82 009	-23,3	8,4	74,6	-62,5	-42,6	75,1
Alberta	554 220	429 125	29,2	-21,9	2,8	1,8	-4,5	4,8
Colombie-Britannique	286 167	273 768	4,5	15,2	43,3	-32,0	-20,0	-6,8
Yukon	4 801	2 031	136,4	33,6	73,1	28,7	-92,2	221,5
Territoires du Nord-Ouest	58	1 779	-96,7	45,6	338,0	-43,1	-95,0	1 380,0
Nunavut	4 000	2 400	66,7	...	-100,0

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2014	2014	Mars	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre
	Mars ^p	Février ^r	à février	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 674 001	3 636 036	1,0	-20,8	26,1	-11,4	-7,6	6,0
Terre-Neuve-et-Labrador	28 709	29 157	-1,5	-39,9	6,0	-9,5	-18,6	7,3
Île-du-Prince-Édouard	4 828	10 249	-52,9	36,2	25,0	-26,8	-14,1	17,1
Nouvelle-Écosse	54 281	46 669	16,3	-12,7	58,1	-34,6	-7,9	-3,2
Nouveau-Brunswick	24 917	43 884	-43,2	-28,3	80,3	6,7	-27,3	8,3
Québec	699 321	730 336	-4,2	-22,1	39,9	-3,8	-21,4	14,3
Ontario	1 323 321	1 322 072	0,1	-11,4	15,0	-9,7	-8,2	11,7
Manitoba	101 560	98 567	3,0	-16,3	28,2	-23,9	-12,9	-8,1
Saskatchewan	131 300	103 553	26,8	-24,0	24,9	-10,5	-28,7	-3,4
Alberta	757 817	761 406	-0,5	-28,3	28,7	-6,0	-8,6	-4,0
Colombie-Britannique	544 438	485 616	12,1	-27,5	27,5	-26,6	30,3	5,6
Yukon	2 267	1 817	24,8	-56,1	3 730,6	-94,9	2,1	-22,1
Territoires du Nord-Ouest	1 042	210	396,2	328,6	-89,6	38,7	-69,5	-79,1
Nunavut	200	2 500	-92,0	-25,4	-34,3	5 212,5	-98,1	430,8

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2014	2014	Mars	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre
	Mars ^p	Février ^r	à février	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre
	unités		variation en pourcentage					
Canada	189 996	169 404	12,2	-23,3	17,6	-13,6	-4,5	7,7
Terre-Neuve-et-Labrador	1 500	1 332	12,6	-55,4	44,8	-21,1	-32,1	24,4
Île-du-Prince-Édouard	228	528	-56,8	-10,2	63,3	-43,4	39,5	-42,4
Nouvelle-Écosse	4 452	2 328	91,2	-15,7	53,3	-38,8	-8,6	1,1
Nouveau-Brunswick	1 476	1 812	-18,5	-27,1	27,8	17,4	-56,1	51,0
Québec	43 092	42 180	2,2	-16,3	19,1	-4,6	-13,6	15,5
Ontario	61 608	54 780	12,5	-14,5	-1,5	-2,3	-9,3	10,9
Manitoba	4 596	4 668	-1,5	-34,3	63,1	-42,7	-24,8	25,1
Saskatchewan	7 848	5 520	42,2	-20,0	5,7	-14,3	-17,3	-4,8
Alberta	37 440	36 348	3,0	-26,9	27,8	-18,5	6,2	-11,0
Colombie-Britannique	27 612	19 764	39,7	-40,9	37,2	-31,2	32,5	20,7
Yukon	72	24	200,0	-90,0	...	-100,0	-25,0	-42,9
Territoires du Nord-Ouest	60	0	-100,0	...	-100,0	-83,3
Nunavut	12	120	-90,0	42,9	-41,7	...	-100,0	900,0

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Février ^r	5 712	8 405	14 117	3 636 036	356 342	1 499 535	680 379	2 536 256	6 172 292
Mars ^p	5 642	10 191	15 833	3 674 001	328 852	1 517 046	467 424	2 313 322	5 987 323
Cumulatif janv. à mars 2014	18 028	30 320	48 348	11 903 168	959 997	4 518 246	1 733 592	7 211 835	19 115 003
Cumulatif janv. à mars 2013	19 288	25 470	44 758	10 999 220	1 152 404	4 068 944	1 766 255	6 987 603	17 986 823
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	93	18	111	29 157	625	6 893	5 570	13 088	42 245
Mars ^p	91	34	125	28 709	635	11 778	59	12 472	41 181
Cumulatif janv. à mars 2014	292	193	485	106 410	38 772	29 036	8 644	76 452	182 862
Cumulatif janv. à mars 2013	436	168	604	145 077	23 362	26 405	9 543	59 310	204 387
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^r	42	2	44	10 249	860	8 028	3 908	12 796	23 045
Mars ^p	14	5	19	4 828	1 846	7 773	50	9 669	14 497
Cumulatif janv. à mars 2014	83	29	112	22 604	2 732	23 166	4 178	30 076	52 680
Cumulatif janv. à mars 2013	107	36	143	24 280	304	20 218	7 260	27 782	52 062
Nouvelle-Écosse									
Février ^r	110	84	194	46 669	381	9 344	1 744	11 469	58 138
Mars ^p	108	263	371	54 281	8 129	24 905	5 727	38 761	93 042
Cumulatif janv. à mars 2014	350	445	795	154 387	10 285	51 985	9 993	72 263	226 650
Cumulatif janv. à mars 2013	535	800	1 335	241 919	9 825	54 535	4 833	69 193	311 112
Nouveau-Brunswick									
Février ^r	151	0	151	43 884	407	26 338	6 224	32 969	76 853
Mars ^p	83	40	123	24 917	15 503	15 529	4 898	35 930	60 847
Cumulatif janv. à mars 2014	348	133	481	130 035	17 695	49 128	14 649	81 472	211 507
Cumulatif janv. à mars 2013	400	253	653	122 732	942	49 657	27 507	78 106	200 838
Québec									
Février ^r	914	2 601	3 515	730 336	113 885	237 997	116 840	468 722	1 199 058
Mars ^p	932	2 659	3 591	699 321	67 559	246 754	126 930	441 243	1 140 564
Cumulatif janv. à mars 2014	2 682	8 626	11 308	2 367 526	222 099	719 481	394 389	1 335 969	3 703 495
Cumulatif janv. à mars 2013	3 201	7 025	10 226	2 159 960	174 430	808 191	303 870	1 286 491	3 446 451
Ontario									
Février ^r	1 892	2 673	4 565	1 322 072	129 677	582 981	451 008	1 163 666	2 485 738
Mars ^p	1 820	3 314	5 134	1 323 321	107 139	593 603	120 604	821 346	2 144 667
Cumulatif janv. à mars 2014	6 047	8 990	15 037	4 137 465	347 682	1 858 090	680 911	2 886 683	7 024 148
Cumulatif janv. à mars 2013	6 235	7 316	13 551	3 704 851	499 663	1 389 147	472 994	2 361 804	6 066 655
Manitoba									
Février ^r	276	113	389	98 567	3 799	23 969	14 666	42 434	141 001
Mars ^p	258	125	383	101 560	5 706	22 696	13 379	41 781	143 341
Cumulatif janv. à mars 2014	824	540	1 364	317 863	10 757	109 863	39 625	160 245	478 108
Cumulatif janv. à mars 2013	948	561	1 509	357 990	15 479	115 931	33 541	164 951	522 941
Saskatchewan									
Février ^r	316	144	460	103 553	4 611	76 358	1 040	82 009	185 562
Mars ^p	310	344	654	131 300	2 586	45 740	14 548	62 874	194 174
Cumulatif janv. à mars 2014	983	706	1 689	371 162	8 868	179 512	32 158	220 538	591 700
Cumulatif janv. à mars 2013	1 071	772	1 843	411 707	62 590	154 241	82 307	299 138	710 845
Alberta									
Février ^r	1 377	1 652	3 029	761 406	88 284	305 671	35 170	429 125	1 190 531
Mars ^p	1 428	1 692	3 120	757 817	74 752	412 799	66 669	554 220	1 312 037
Cumulatif janv. à mars 2014	4 634	5 656	10 290	2 580 489	210 767	1 009 282	312 669	1 532 718	4 113 207
Cumulatif janv. à mars 2013	4 635	3 987	8 622	2 252 897	257 750	1 065 299	645 731	1 968 780	4 221 677

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Février ^r	539	1 108	1 647	485 616	13 808	216 816	43 144	273 768	759 384
Mars ^p	588	1 713	2 301	544 438	36 545	135 148	114 474	286 167	830 605
Cumulatif janv. à mars 2014	1 763	4 973	6 736	1 699 655	81 870	480 622	235 116	797 608	2 497 263
Cumulatif janv. à mars 2013	1 689	4 501	6 190	1 556 238	108 039	376 492	127 484	612 015	2 168 253
Yukon									
Février ^r	2	0	2	1 817	0	966	1 065	2 031	3 848
Mars ^p	4	2	6	2 267	4 425	290	86	4 801	7 068
Cumulatif janv. à mars 2014	15	13	28	8 221	4 425	2 713	1 214	8 352	16 573
Cumulatif janv. à mars 2013	28	29	57	8 799	0	4 283	94	4 377	13 176
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^r	0	0	0	210	5	1 774	0	1 779	1 989
Mars ^p	5	0	5	1 042	27	31	0	58	1 100
Cumulatif janv. à mars 2014	5	0	5	1 301	45	2 968	46	3 059	4 360
Cumulatif janv. à mars 2013	2	4	6	4 640	20	3 545	51 091	54 656	59 296
Nunavut									
Février ^r	0	10	10	2 500	0	2 400	0	2 400	4 900
Mars ^p	1	0	1	200	4 000	0	0	4 000	4 200
Cumulatif janv. à mars 2014	2	16	18	6 050	4 000	2 400	0	6 400	12 450
Cumulatif janv. à mars 2013	1	18	19	8 130	0	1 000	0	1 000	9 130

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Février ^r	9	3	12	2 803	556	3 333	3 037	6 926	9 729
Mars ^p	20	72	92	18 277	1 449	1 175	12	2 636	20 913
Cumulatif janv. à mars 2014	45	78	123	24 457	15 518	4 754	7 123	27 395	51 852
Cumulatif janv. à mars 2013	44	99	143	21 641	2 399	3 373	5 680	11 452	33 093
Barrie, Ontario									
Février ^r	57	0	57	20 443	568	6 127	7 527	14 222	34 665
Mars ^p	47	1	48	16 181	15	1 004	1 024	2 043	18 224
Cumulatif janv. à mars 2014	145	1	146	47 092	631	13 194	8 716	22 541	69 633
Cumulatif janv. à mars 2013	180	48	228	61 202	3 554	8 692	10 434	22 680	83 882
Brantford, Ontario									
Février ^r	23	12	35	6 480	440	559	48	1 047	7 527
Mars ^p	14	0	14	4 439	120	2 258	550	2 928	7 367
Cumulatif janv. à mars 2014	58	12	70	15 098	640	3 726	1 800	6 166	21 264
Cumulatif janv. à mars 2013	61	31	92	15 102	1 665	3 932	2 910	8 507	23 609
Calgary, Alberta									
Février ^r	442	698	1 140	286 327	7 879	132 157	1 316	141 352	427 679
Mars ^p	542	289	831	269 337	12 968	160 786	5 743	179 497	448 834
Cumulatif janv. à mars 2014	1 719	1 814	3 533	993 827	23 423	369 663	67 111	460 197	1 454 024
Cumulatif janv. à mars 2013	1 637	1 638	3 275	874 452	54 804	458 288	69 775	582 867	1 457 319
Edmonton, Alberta									
Février ^r	485	710	1 195	283 071	12 224	62 711	2 997	77 932	361 003
Mars ^p	492	1 053	1 545	339 126	13 676	110 296	56 581	180 553	519 679
Cumulatif janv. à mars 2014	1 552	2 924	4 476	1 018 991	39 516	256 928	87 742	384 186	1 403 177
Cumulatif janv. à mars 2013	1 526	2 041	3 567	877 220	36 273	264 924	525 929	827 126	1 704 346
Grand Sudbury, Ontario									
Février ^r	6	0	6	4 889	600	1 112	700	2 412	7 301
Mars ^p	4	4	8	2 467	2 969	373	27 839	31 181	33 648
Cumulatif janv. à mars 2014	10	4	14	8 049	3 569	10 324	31 517	45 410	53 459
Cumulatif janv. à mars 2013	8	7	15	7 052	9 195	8 214	9 652	27 061	34 113
Guelph, Ontario									
Février ^r	29	67	96	19 610	228	1 466	970	2 664	22 274
Mars ^p	13	27	40	8 986	262	5 836	2 442	8 540	17 526
Cumulatif janv. à mars 2014	60	125	185	38 797	1 397	14 218	12 702	28 317	67 114
Cumulatif janv. à mars 2013	34	117	151	27 631	3 582	20 875	621	25 078	52 709
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février ^r	26	68	94	20 093	246	4 150	1 460	5 856	25 949
Mars ^p	26	195	221	23 808	6 890	18 428	318	25 636	49 444
Cumulatif janv. à mars 2014	99	345	444	72 362	8 011	30 713	3 879	42 603	114 965
Cumulatif janv. à mars 2013	230	585	815	141 799	5 329	42 598	4 433	52 360	194 159
Hamilton, Ontario									
Février ^r	113	42	155	56 766	2 180	41 516	2 930	46 626	103 392
Mars ^p	108	214	322	84 561	836	57 273	1 421	59 530	144 091
Cumulatif janv. à mars 2014	334	461	795	226 145	4 398	107 683	10 307	122 388	348 533
Cumulatif janv. à mars 2013	385	450	835	241 464	17 005	84 630	15 459	117 094	358 558
Kelowna, Colombie-Britannique									
Février ^r	27	31	58	24 845	223	3 980	2 473	6 676	31 521
Mars ^p	36	58	94	25 474	1 744	3 511	3 454	8 709	34 183
Cumulatif janv. à mars 2014	112	136	248	76 285	2 812	10 142	6 744	19 698	95 983
Cumulatif janv. à mars 2013	87	123	210	53 439	5 206	20 631	1 370	27 207	80 646

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Février r	27	2	29	7 625	0	2 371	251 079	253 450	261 075
Mars p	21	28	49	7 920	1 215	7 013	539	8 767	16 687
Cumulatif janv. à mars 2014	58	31	89	20 515	1 639	58 236	252 882	312 757	333 272
Cumulatif janv. à mars 2013	76	123	199	34 272	1 537	20 759	11 282	33 578	67 850
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Février r	57	323	380	81 885	5 993	22 308	245	28 546	110 431
Mars p	59	100	159	39 252	2 323	16 703	6 597	25 623	64 875
Cumulatif janv. à mars 2014	139	509	648	151 298	13 518	51 151	19 067	83 736	235 034
Cumulatif janv. à mars 2013	197	134	331	97 317	7 309	33 074	50 934	91 317	188 634
London, Ontario									
Février r	123	14	137	49 552	10 159	11 126	15 973	37 258	86 810
Mars p	76	32	108	37 836	1 078	4 521	2 704	8 303	46 139
Cumulatif janv. à mars 2014	256	82	338	114 433	13 114	19 763	22 823	55 700	170 133
Cumulatif janv. à mars 2013	247	115	362	105 283	12 496	37 019	21 155	70 670	175 953
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Février r	12	0	12	6 158	93	6 271	0	6 364	12 522
Mars p	16	30	46	7 228	58	1 846	548	2 452	9 680
Cumulatif janv. à mars 2014	51	48	99	25 891	1 544	11 570	878	13 992	39 883
Cumulatif janv. à mars 2013	75	123	198	29 426	355	19 322	3 133	22 810	52 236
Montréal, Québec									
Février r	250	1 444	1 694	348 440	25 449	135 880	51 898	213 227	561 667
Mars p	250	1 586	1 836	334 897	8 052	103 201	76 194	187 447	522 344
Cumulatif janv. à mars 2014	711	4 611	5 322	1 144 524	39 383	403 866	210 813	654 062	1 798 586
Cumulatif janv. à mars 2013	864	3 884	4 748	1 026 308	66 605	442 780	129 764	639 149	1 665 457
Oshawa, Ontario									
Février r	115	38	153	58 445	4 161	1 803	870	6 834	65 279
Mars p	96	31	127	49 747	115	117 957	1 235	119 307	169 054
Cumulatif janv. à mars 2014	302	149	451	154 822	4 416	149 781	2 472	156 669	311 491
Cumulatif janv. à mars 2013	238	106	344	122 855	6 407	21 402	5 031	32 840	155 695
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Février r	119	660	779	161 554	1 785	52 722	25 255	79 762	241 316
Mars p	234	516	750	166 301	492	48 228	4 384	53 104	219 405
Cumulatif janv. à mars 2014	418	1 394	1 812	392 273	8 034	173 596	30 551	212 181	604 454
Cumulatif janv. à mars 2013	455	894	1 349	285 770	4 920	131 448	20 808	157 176	442 946
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Février r	17	204	221	36 041	0	6 481	12 936	19 417	55 458
Mars p	26	110	136	23 459	645	27 500	13 653	41 798	65 257
Cumulatif janv. à mars 2014	97	863	960	151 796	2 615	38 498	46 326	87 439	239 235
Cumulatif janv. à mars 2013	72	269	341	58 249	270	45 387	4 427	50 084	108 333
Peterborough, Ontario									
Février r	10	0	10	4 013	75	1 061	0	1 136	5 149
Mars p	9	0	9	3 320	121	1 255	185	1 561	4 881
Cumulatif janv. à mars 2014	23	11	34	11 097	1 084	2 517	335	3 936	15 033
Cumulatif janv. à mars 2013	31	37	68	16 196	428	2 351	2 611	5 390	21 586
Québec, Québec									
Février r	98	249	347	70 125	473	29 917	2 211	32 601	102 726
Mars p	95	593	688	108 561	10 668	46 775	13 497	70 940	179 501
Cumulatif janv. à mars 2014	292	1 393	1 685	303 546	11 880	86 466	27 238	125 584	429 130
Cumulatif janv. à mars 2013	246	1 007	1 253	231 731	26 694	68 936	13 246	108 876	340 607

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Février r	84	33	117	24 535	198	50 969	302	51 469	76 004
Mars p	73	94	167	29 881	830	8 458	783	10 071	39 952
Cumulatif janv. à mars 2014	272	211	483	89 799	1 368	67 814	2 175	71 357	161 156
Cumulatif janv. à mars 2013	345	417	762	129 461	10 657	33 264	20 518	64 439	193 900
Saguenay, Québec									
Février r	29	51	80	15 949	0	1 718	10 327	12 045	27 994
Mars p	29	8	37	11 454	593	7 914	8 251	16 758	28 212
Cumulatif janv. à mars 2014	85	72	157	37 953	2 613	12 253	18 753	33 619	71 572
Cumulatif janv. à mars 2013	108	72	180	38 213	1 431	7 901	1 370	10 702	48 915
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février r	36	0	36	8 720	160	16 448	1 021	17 629	26 349
Mars p	11	1	12	2 860	14 679	10 459	123	25 261	28 121
Cumulatif janv. à mars 2014	61	9	70	25 900	14 937	27 970	1 269	44 176	70 076
Cumulatif janv. à mars 2013	71	24	95	25 258	275	2 478	97	2 850	28 108
Saskatoon, Saskatchewan									
Février r	132	103	235	50 488	2 634	12 773	738	16 145	66 633
Mars p	155	220	375	74 603	1 231	22 888	1 290	25 409	100 012
Cumulatif janv. à mars 2014	426	429	855	182 708	4 821	58 642	17 493	80 956	263 664
Cumulatif janv. à mars 2013	396	180	576	157 172	41 027	75 932	55 009	171 968	329 140
Sherbrooke, Québec									
Février r	44	78	122	21 198	547	5 388	5 268	11 203	32 401
Mars p	61	49	110	20 691	396	2 945	1 884	5 225	25 916
Cumulatif janv. à mars 2014	153	214	367	66 822	1 474	9 413	15 889	26 776	93 598
Cumulatif janv. à mars 2013	205	230	435	78 289	4 686	23 604	55 957	84 247	162 536
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février r	55	37	92	25 847	8 580	10 813	1 911	21 304	47 151
Mars p	58	17	75	23 522	2 100	13 648	2 004	17 752	41 274
Cumulatif janv. à mars 2014	161	85	246	71 598	10 845	48 640	7 075	66 560	138 158
Cumulatif janv. à mars 2013	146	149	295	70 359	15 748	46 934	14 742	77 424	147 783
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février r	43	13	56	15 831	85	6 203	5 570	11 858	27 689
Mars p	42	30	72	15 152	300	8 236	59	8 595	23 747
Cumulatif janv. à mars 2014	149	164	313	66 189	37 254	23 564	8 585	69 403	135 592
Cumulatif janv. à mars 2013	240	100	340	89 920	2 403	20 822	6 809	30 034	119 954
Thunder Bay, Ontario									
Février r	2	0	2	954	458	2 705	215	3 378	4 332
Mars p	6	0	6	1 826	0	2 884	500	3 384	5 210
Cumulatif janv. à mars 2014	11	56	67	14 469	925	7 351	1 866	10 142	24 611
Cumulatif janv. à mars 2013	24	14	38	13 043	1 214	11 961	2 537	15 712	28 755
Toronto, Ontario									
Février r	602	1 310	1 912	620 665	39 261	364 269	39 833	443 363	1 064 028
Mars p	618	2 148	2 766	702 392	50 692	238 844	38 519	328 055	1 030 447
Cumulatif janv. à mars 2014	2 449	5 479	7 928	2 229 616	122 191	989 233	111 663	1 223 087	3 452 703
Cumulatif janv. à mars 2013	2 505	4 528	7 033	1 931 725	199 802	760 025	264 811	1 224 638	3 156 363
Trois-Rivières, Québec									
Février r	7	86	93	18 495	1 137	7 482	106	8 725	27 220
Mars p	26	31	57	12 591	10 850	3 436	2 663	16 949	29 540
Cumulatif janv. à mars 2014	41	145	186	40 937	12 047	17 418	4 342	33 807	74 744
Cumulatif janv. à mars 2013	61	117	178	40 973	935	31 320	6 691	38 946	79 919

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2014

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples Logements, total	Logements, total		Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^r	237	879	1 116	310 201	4 225	172 980	28 550	205 755	515 956
Mars ^p	216	1 202	1 418	340 910	22 273	85 977	50 840	159 090	500 000
Cumulatif janv. à mars 2014	705	4 046	4 751	1 144 490	30 845	358 800	104 031	493 676	1 638 166
Cumulatif janv. à mars 2013	744	3 752	4 496	1 084 741	49 738	231 156	88 099	368 993	1 453 734
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^r	41	22	63	20 092	513	10 335	1 036	11 884	31 976
Mars ^p	50	138	188	34 482	632	15 528	24 718	40 878	75 360
Cumulatif janv. à mars 2014	135	193	328	78 859	2 029	28 608	64 652	95 289	174 148
Cumulatif janv. à mars 2013	133	240	373	93 363	3 642	30 229	12 862	46 733	140 096
Windsor, Ontario									
Février ^r	29	4	33	10 493	41	4 051	1 816	5 908	16 401
Mars ^p	36	21	57	19 698	536	1 004	6 054	7 594	27 292
Cumulatif janv. à mars 2014	102	25	127	40 812	932	24 241	11 212	36 385	77 197
Cumulatif janv. à mars 2013	120	33	153	44 183	1 885	14 995	5 114	21 994	66 177
Winnipeg, Manitoba									
Février ^r	171	111	282	66 329	2 306	12 384	9 368	24 058	90 387
Mars ^p	166	74	240	70 462	3 386	15 264	10 564	29 214	99 676
Cumulatif janv. à mars 2014	523	456	979	218 753	6 114	83 862	26 752	116 728	335 481
Cumulatif janv. à mars 2013	542	419	961	231 654	11 240	101 432	27 330	140 002	371 656

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Canada							
Février ^r	3 434	12	679	996	5 411	708	11 240
Mars ^p	5 532	8	872	1 883	7 097	743	16 135
Cumulatif janv. à mars 2014	13 541	28	2 389	4 758	19 919	1 970	42 605
Cumulatif janv. à mars 2013	14 082	33	2 206	4 228	15 869	1 651	38 069
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février ^r	25	0	0	3	9	6	43
Mars ^p	48	0	2	0	11	21	82
Cumulatif janv. à mars 2014	111	0	2	9	152	30	304
Cumulatif janv. à mars 2013	195	0	4	30	108	26	363
Île-du-Prince-Édouard							
Février ^r	11	0	2	0	0	0	13
Mars ^p	9	0	4	0	0	1	14
Cumulatif janv. à mars 2014	26	0	6	0	21	2	55
Cumulatif janv. à mars 2013	39	2	4	0	30	3	78
Nouvelle-Écosse							
Février ^r	44	4	4	6	55	11	124
Mars ^p	75	1	16	0	178	82	352
Cumulatif janv. à mars 2014	183	9	24	11	315	102	644
Cumulatif janv. à mars 2013	308	8	24	39	566	32	977
Nouveau-Brunswick							
Février ^r	34	1	0	0	0	0	35
Mars ^p	41	0	21	0	16	5	83
Cumulatif janv. à mars 2014	94	1	21	34	70	10	230
Cumulatif janv. à mars 2013	119	5	8	23	199	25	379
Québec							
Février ^r	632	4	232	71	1 504	293	2 736
Mars ^p	1 093	5	298	152	2 350	314	4 212
Cumulatif janv. à mars 2014	2 054	12	769	453	5 585	743	9 616
Cumulatif janv. à mars 2013	2 350	11	613	345	4 193	680	8 192
Ontario							
Février ^r	891	2	93	528	1 850	97	3 461
Mars ^p	1 743	2	132	978	1 993	142	4 990
Cumulatif janv. à mars 2014	4 428	5	423	2 331	5 610	402	13 199
Cumulatif janv. à mars 2013	4 517	6	607	2 118	4 046	350	11 644
Manitoba							
Février ^r	176	1	28	0	67	18	290
Mars ^p	235	0	24	28	72	1	360
Cumulatif janv. à mars 2014	627	1	56	81	384	19	1 168
Cumulatif janv. à mars 2013	696	0	24	66	402	70	1 258
Saskatchewan							
Février ^r	195	0	30	0	75	39	339
Mars ^p	312	0	46	74	190	35	657
Cumulatif janv. à mars 2014	693	0	104	74	423	106	1 400
Cumulatif janv. à mars 2013	722	0	44	64	613	51	1 494
Alberta							
Février ^r	1 025	0	270	240	1 075	67	2 677
Mars ^p	1 374	0	303	247	1 099	44	3 067
Cumulatif janv. à mars 2014	3 855	0	913	1 019	3 545	180	9 512
Cumulatif janv. à mars 2013	3 808	1	770	728	2 303	187	7 797
Colombie-Britannique							
Février ^r	400	0	20	148	766	177	1 511
Mars ^p	591	0	26	404	1 188	96	2 305
Cumulatif janv. à mars 2014	1 451	0	71	740	3 794	373	6 429
Cumulatif janv. à mars 2013	1 316	0	106	791	3 387	224	5 824

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Yukon							
Février ^r	1	0	0	0	0	0	1
Mars ^p	5	0	0	0	0	2	7
Cumulatif janv. à mars 2014	12	0	0	0	10	3	25
Cumulatif janv. à mars 2013	9	0	0	12	14	3	38
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. à mars 2014	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. à mars 2013	2	0	0	0	4	0	6
Nunavut							
Février ^r	0	0	0	0	10	0	10
Mars ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. à mars 2014	2	0	0	6	10	0	18
Cumulatif janv. à mars 2013	1	0	2	12	4	0	19

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Double	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	20	0	0	0	70	2	92
Barrie, Ontario	48	0	0	0	0	1	49
Brantford, Ontario	14	0	0	0	0	0	14
Calgary, Alberta	545	0	108	109	70	2	834
Edmonton, Alberta	495	0	189	119	718	27	1 548
Grand Sudbury, Ontario	4	0	2	0	0	2	8
Guelph, Ontario	13	0	2	11	0	14	40
Halifax, Nouvelle-Écosse	27	0	2	0	120	73	222
Hamilton, Ontario	109	0	4	83	127	0	323
Kelowna, Colombie-Britannique	36	0	0	42	10	6	94
Kingston, Ontario	21	0	2	15	4	7	49
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	60	0	0	56	35	9	160
London, Ontario	77	0	2	29	0	1	109
Moncton, Nouveau- Brunswick	9	0	13	0	16	1	39
Montréal, Québec	299	0	102	99	1 374	225	2 099
Oshawa, Ontario	97	0	0	28	0	3	128
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	269	0	52	316	253	20	910
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	237	0	32	289	179	16	753
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	32	0	20	27	74	4	157
Peterborough, Ontario	9	0	0	0	0	0	9
Québec, Québec	115	1	55	6	589	21	787
Regina, Saskatchewan	78	0	34	4	51	5	172
Saguenay, Québec	35	0	0	0	6	3	44
Saint John, Nouveau-Brunswick	6	0	0	0	0	1	7
Saskatoon, Saskatchewan	166	0	10	70	111	29	386
Sherbrooke, Québec	74	0	12	2	29	13	130
St. Catharines-Niagara, Ontario	59	0	8	3	0	6	76
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	28	0	0	0	9	21	58
Thunder Bay, Ontario	6	0	0	0	0	0	6
Toronto, Ontario	626	0	49	415	1 632	52	2 774
Trois-Rivières, Québec	31	0	11	0	24	0	66
Vancouver, Colombie-Britannique	217	0	10	331	830	31	1 419
Victoria, Colombie-Britannique	50	0	2	4	102	30	188
Windsor, Ontario	36	0	12	4	4	1	57
Winnipeg, Manitoba	154	0	16	28	30	0	228

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2014

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	40	0	0	0	76	2	118
Barrie, Ontario	114	0	0	0	0	1	115
Brantford, Ontario	44	0	0	8	0	5	57
Calgary, Alberta	1 563	0	290	500	1 020	4	3 377
Edmonton, Alberta	1 408	0	590	431	1 825	78	4 332
Grand Sudbury, Ontario	7	0	2	0	0	2	11
Guelph, Ontario	44	0	6	59	17	43	169
Halifax, Nouvelle-Écosse	74	0	6	11	242	86	419
Hamilton, Ontario	268	0	8	313	137	3	729
Kelowna, Colombie-Britannique	98	0	0	65	56	15	234
Kingston, Ontario	44	0	4	16	4	7	75
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	110	0	0	132	342	35	619
London, Ontario	191	0	7	56	12	7	273
Moncton, Nouveau-Brunswick	17	0	13	16	16	3	65
Montréal, Québec	604	0	219	164	3 374	370	4 731
Oshawa, Ontario	237	0	44	96	0	9	386
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	430	0	201	594	1 252	43	2 520
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	356	0	52	376	933	33	1 750
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	74	0	149	218	319	10	770
Peterborough, Ontario	18	0	0	11	0	0	29
Québec, Québec	245	1	132	6	1 068	73	1 525
Regina, Saskatchewan	211	0	72	4	119	16	422
Saguenay, Québec	72	0	2	0	47	10	131
Saint John, Nouveau-Brunswick	17	1	0	8	0	1	27
Saskatoon, Saskatchewan	349	0	28	70	242	89	778
Sherbrooke, Québec	133	0	53	25	85	21	317
St. Catharines-Niagara, Ontario	130	0	22	53	0	10	215
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	71	0	0	9	127	28	235
Thunder Bay, Ontario	10	0	0	0	56	0	66
Toronto, Ontario	2 034	0	214	1 129	3 947	189	7 513
Trois-Rivières, Québec	41	0	17	0	101	6	165
Vancouver, Colombie-Britannique	616	0	29	566	3 230	224	4 665
Victoria, Colombie-Britannique	120	0	4	23	114	52	313
Windsor, Ontario	84	0	14	4	4	3	109
Winnipeg, Manitoba	478	0	48	81	309	18	934

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2014

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Février ^r	2 636 286	266 986	1 222 510	644 431	4 770 213
Mars ^p	3 569 497	320 655	1 526 067	466 944	5 883 163
Cumulatif janv. à mars 2014	9 641 767	808 170	4 027 986	1 612 075	16 089 998
Cumulatif janv. à mars 2013	8 736 723	1 026 121	3 608 007	1 664 602	15 035 453
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février ^r	9 397	625	6 893	5 570	22 485
Mars ^p	17 109	635	11 778	59	29 581
Cumulatif janv. à mars 2014	54 876	38 772	29 036	8 644	131 328
Cumulatif janv. à mars 2013	74 684	23 362	26 405	9 543	133 994
Île-du-Prince-Édouard					
Février ^r	2 927	860	8 028	3 908	15 723
Mars ^p	3 254	1 846	7 773	50	12 923
Cumulatif janv. à mars 2014	8 896	2 732	23 166	4 178	38 972
Cumulatif janv. à mars 2013	10 824	304	20 218	7 260	38 606
Nouvelle-Écosse					
Février ^r	24 471	381	9 344	1 744	35 940
Mars ^p	47 179	8 129	24 905	5 727	85 940
Cumulatif janv. à mars 2014	103 361	10 285	51 985	9 993	175 624
Cumulatif janv. à mars 2013	170 767	9 825	54 535	4 833	239 960
Nouveau-Brunswick					
Février ^r	8 971	407	26 338	6 224	41 940
Mars ^p	14 604	15 503	15 529	4 898	50 534
Cumulatif janv. à mars 2014	35 220	17 695	49 128	14 649	116 692
Cumulatif janv. à mars 2013	44 143	942	49 657	27 507	122 249
Québec					
Février ^r	520 642	57 141	164 676	80 892	823 351
Mars ^p	747 339	68 751	207 207	126 450	1 149 747
Cumulatif janv. à mars 2014	1 755 761	147 615	515 011	272 872	2 691 259
Cumulatif janv. à mars 2013	1 562 167	127 359	610 304	202 217	2 502 047
Ontario					
Février ^r	899 843	97 065	402 805	451 008	1 850 721
Mars ^p	1 235 002	97 750	659 032	120 604	2 112 388
Cumulatif janv. à mars 2014	3 399 998	270 339	1 632 665	680 911	5 983 913
Cumulatif janv. à mars 2013	2 988 593	420 451	1 199 131	472 994	5 081 169
Manitoba					
Février ^r	67 325	3 799	23 969	14 666	109 759
Mars ^p	90 105	5 706	22 696	13 379	131 886
Cumulatif janv. à mars 2014	250 385	10 757	109 863	39 625	410 630
Cumulatif janv. à mars 2013	285 874	15 479	115 931	33 541	450 825
Saskatchewan					
Février ^r	67 698	4 611	76 358	1 040	149 707
Mars ^p	127 009	2 586	45 740	14 548	189 883
Cumulatif janv. à mars 2014	272 912	8 868	179 512	32 158	493 450
Cumulatif janv. à mars 2013	295 363	62 590	154 241	82 307	594 501
Alberta					
Février ^r	618 212	88 284	282 143	35 170	1 023 809
Mars ^p	743 042	74 752	395 938	66 669	1 280 401
Cumulatif janv. à mars 2014	2 216 120	210 767	948 917	312 669	3 688 473
Cumulatif janv. à mars 2013	1 904 728	257 750	992 265	645 731	3 800 474
Colombie-Britannique					
Février ^r	413 771	13 808	216 816	43 144	687 539
Mars ^p	542 237	36 545	135 148	114 474	828 404
Cumulatif janv. à mars 2014	1 533 221	81 870	480 622	235 116	2 330 829
Cumulatif janv. à mars 2013	1 384 237	108 039	376 492	127 484	1 996 252

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2014

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Yukon					
Février r	401	0	966	1 065	2 432
Mars p	1 191	4 425	290	86	5 992
Cumulatif janv. à mars 2014	3 565	4 425	2 713	1 214	11 917
Cumulatif janv. à mars 2013	5 314	0	4 283	94	9 691
Territoires du Nord-Ouest					
Février r	128	5	1 774	0	1 907
Mars p	1 226	27	31	0	1 284
Cumulatif janv. à mars 2014	1 402	45	2 968	46	4 461
Cumulatif janv. à mars 2013	1 899	20	3 545	51 091	56 555
Nunavut					
Février r	2 500	0	2 400	0	4 900
Mars p	200	4 000	0	0	4 200
Cumulatif janv. à mars 2014	6 050	4 000	2 400	0	12 450
Cumulatif janv. à mars 2013	8 130	0	1 000	0	9 130

Tableau 11
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non
désaisonnalisées, mars 2014

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	18 040	1 449	1 175	12	20 676
Barrie, Ontario	14 771	15	1 143	1 024	16 953
Brantford, Ontario	4 076	120	2 570	550	7 316
Calgary, Alberta	270 093	12 968	160 786	5 743	449 590
Edmonton, Alberta	339 846	13 676	110 296	56 581	520 399
Grand Sudbury, Ontario	2 353	2 969	424	27 839	33 585
Guelph, Ontario	8 411	262	6 641	2 442	17 756
Halifax, Nouvelle-Écosse	24 668	6 890	18 428	318	50 304
Hamilton, Ontario	80 393	836	65 178	1 421	147 828
Kelowna, Colombie-Britannique	24 641	1 744	3 511	3 454	33 350
Kingston, Ontario	7 472	1 215	7 981	539	17 207
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	37 279	2 323	19 009	6 597	65 208
London, Ontario	35 226	1 078	5 145	2 704	44 153
Moncton, Nouveau-Brunswick	4 851	58	1 846	548	7 303
Montréal, Québec	355 951	8 052	89 056	78 499	531 558
Oshawa, Ontario	45 859	115	134 239	1 235	181 448
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	183 257	1 137	78 616	18 450	281 460
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	158 121	492	54 885	4 384	217 882
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	25 136	645	23 731	14 066	63 578
Peterborough, Ontario	3 031	121	1 428	185	4 765
Québec, Québec	115 297	10 668	40 364	13 905	180 234
Regina, Saskatchewan	30 103	830	8 458	783	40 174
Saguenay, Québec	12 520	593	6 829	8 501	28 443
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 712	14 679	10 459	123	26 973
Saskatoon, Saskatchewan	75 185	1 231	22 888	1 290	100 594
Sherbrooke, Québec	22 537	396	2 541	1 941	27 415
St. Catharines-Niagara, Ontario	21 698	2 100	15 532	2 004	41 334
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	11 698	300	8 236	59	20 293
Thunder Bay, Ontario	1 677	0	3 282	500	5 459
Toronto, Ontario	676 583	50 692	271 812	38 519	1 037 606
Trois-Rivières, Québec	13 651	10 850	2 965	2 744	30 210
Vancouver, Colombie-Britannique	334 867	22 273	85 977	50 840	493 957
Victoria, Colombie-Britannique	33 308	632	15 528	24 718	74 186
Windsor, Ontario	18 506	536	1 143	6 054	26 239
Winnipeg, Manitoba	64 953	3 386	15 264	10 564	94 167

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2014

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	23 345	15 518	4 754	7 123	50 740
Barrie, Ontario	34 713	631	10 548	8 716	54 608
Brantford, Ontario	11 611	640	3 732	1 800	17 783
Calgary, Alberta	915 068	23 423	369 663	67 111	1 375 265
Edmonton, Alberta	940 405	39 516	256 928	87 742	1 324 591
Grand Sudbury, Ontario	6 089	3 569	8 749	31 517	49 924
Guelph, Ontario	32 085	1 397	13 566	12 702	59 750
Halifax, Nouvelle-Écosse	60 606	8 011	30 713	3 879	103 209
Hamilton, Ontario	194 058	4 398	101 377	10 307	310 140
Kelowna, Colombie-Britannique	69 376	2 812	10 142	6 744	89 074
Kingston, Ontario	16 258	1 639	51 393	252 882	322 172
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	138 024	13 518	44 755	19 067	215 364
London, Ontario	87 709	13 114	16 328	22 823	139 974
Moncton, Nouveau-Brunswick	8 339	1 544	11 570	878	22 331
Montréal, Québec	893 825	39 383	293 641	147 209	1 374 058
Oshawa, Ontario	123 505	4 416	161 156	2 472	291 549
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	465 788	10 649	184 759	61 381	722 577
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	358 911	8 034	153 324	30 551	550 820
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	106 877	2 615	31 435	30 830	171 757
Peterborough, Ontario	8 729	1 084	2 331	335	12 479
Québec, Québec	240 293	11 880	69 118	20 120	341 411
Regina, Saskatchewan	73 116	1 368	67 814	2 175	144 473
Saguenay, Québec	29 786	2 613	9 746	15 486	57 631
Saint John, Nouveau-Brunswick	6 030	14 937	27 970	1 269	50 206
Saskatoon, Saskatchewan	152 295	4 821	58 642	17 493	233 251
Sherbrooke, Québec	51 879	1 474	7 302	9 055	69 710
St. Catharines-Niagara, Ontario	58 927	10 845	43 657	7 075	120 504
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	42 641	37 254	23 564	8 585	112 044
Thunder Bay, Ontario	13 748	925	6 652	1 866	23 191
Toronto, Ontario	1 989 022	122 191	852 910	111 663	3 075 786
Trois-Rivières, Québec	33 394	12 047	12 649	3 461	61 551
Vancouver, Colombie-Britannique	1 088 978	30 845	358 800	104 031	1 582 654
Victoria, Colombie-Britannique	71 006	2 029	28 608	64 652	166 295
Windsor, Ontario	34 054	932	20 341	11 212	66 539
Winnipeg, Manitoba	199 112	6 114	83 862	26 752	315 840

Tableau 13

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisés, mars 2014

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	2 313 666	12 472	9 669	38 761	35 930	402 408	877 386
Industriel	320 655	635	1 846	8 129	15 503	68 751	97 750
Usines, fabriques	122 857	300	300	6 753	14 855	17 504	36 156
Transports, services	67 644	250	0	646	280	14 625	9 513
Mines et agriculture	86 384	0	1 464	500	0	29 235	33 119
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	43 770	85	82	230	368	7 387	18 962
Commercial	1 526 067	11 778	7 773	24 905	15 529	207 207	659 032
Commerces et services	525 691	1 285	6 650	8 001	1 675	85 927	259 143
Entrepôts	180 213	1 178	0	1 000	2 478	9 681	50 873
Postes d'essence	24 155	2 050	0	1 320	0	1 982	2 300
Édifices à bureaux	314 509	2 427	0	5 758	8 000	31 458	165 643
Loisirs	141 298	0	0	0	256	34 474	74 877
Hôtels, restaurants	178 240	2 070	422	5 745	0	18 428	44 342
Laboratoires	10 512	0	0	400	0	0	282
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	151 449	2 768	701	2 681	3 120	25 257	61 572
Institutionnel et gouvernemental	466 944	59	50	5 727	4 898	126 450	120 604
Écoles, éducation	308 717	0	0	5 479	722	46 161	87 215
Hôpitaux, médical	37 301	0	0	0	523	16 836	11 285
Bien-être, foyers	46 716	0	0	0	3 120	31 243	2 672
Églises, religion	11 482	0	0	0	0	2 325	1 362
Bureaux gouvernementaux	30 703	0	0	0	0	22 402	2 813
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	32 025	59	50	248	533	7 483	15 257
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	41 781	62 874	537 359	286 167	4 801	58	4 000
Industriel	5 706	2 586	74 752	36 545	4 425	27	4 000
Usines, fabriques	2 775	313	37 540	6 361	0	0	0
Transports, services	0	750	28 726	4 454	4 400	0	4 000
Mines et agriculture	1 250	0	530	20 286	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	1 681	1 523	7 956	5 444	25	27	0
Commercial	22 696	45 740	395 938	135 148	290	31	0
Commerces et services	2 633	10 891	107 211	42 275	0	0	0
Entrepôts	4 885	14 429	86 589	9 100	0	0	0
Postes d'essence	3 453	2 500	6 750	3 800	0	0	0
Édifices à bureaux	3 291	9 571	50 655	37 706	0	0	0
Loisirs	2 612	0	23 994	5 085	0	0	0
Hôtels, restaurants	2 514	3 340	85 289	16 090	0	0	0
Laboratoires	0	0	9 830	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	3 308	5 009	25 620	21 092	290	31	0
Institutionnel et gouvernemental	13 379	14 548	66 669	114 474	86	0	0
Écoles, éducation	7 691	10 818	53 881	96 750	0	0	0
Hôpitaux, médical	0	1 500	3 001	4 156	0	0	0
Bien-être, foyers	3 250	1 238	422	4 771	0	0	0
Églises, religion	0	300	6 495	1 000	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	482	0	0	5 006	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	1 956	692	2 870	2 791	86	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 \$ pour lesquels la ventilation par type de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus la délivrance du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de la délivrance des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis délivrés. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Les composantes des permis de bâtir pour lesquelles des variations saisonnières ont été identifiées sont désaisonnalisées en utilisant la méthode X-12 ARIMA. Les données désaisonnalisées relatives au nombre total d'unités de logements et à la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. Plus précisément, le nombre total d'unités d'habitation est obtenue en additionnant les données désaisonnalisées pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur totale des permis de bâtir résulte pour sa part de la somme des composantes suivantes : résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle. Dans les cas où les composantes de la série ne présentent aucune saisonnalité apparente, les valeurs non désaisonnalisées sont utilisées à la place des valeurs désaisonnalisées dans ces agrégations.

À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées pour tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières de la série en même temps que la révision des données non désaisonnalisées de l'année précédente. En conséquence, les révisions portant sur les estimations désaisonnalisées des trois dernières années sont effectuées avec la diffusion des données de janvier des permis de bâtir.

En tant que complément de la série désaisonnalisée, les estimations de la tendance-cycle sont produites pour indiquer le mouvement sous-jacent à long terme d'une série et peuvent également être utilisées comme indicateurs avancés de la direction de la tendance à court terme (durant l'année en cours). Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le retournement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle, en particulier à la fin de la série, est indiquée par une ligne pointillée pour les quatre mois les plus récents dans les graphiques.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été délivré. Généralement les permis délivrés correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (n° 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis délivrés** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non résidentiel.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2011. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2011 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2011. On compte cent quatorze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2011. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2012, plus de 98 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités de délivrance de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	City / Cité
CC	Chartered community
CG	Community government
CN	Crown colony / Colonie de la couronne
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CV	City / Ville
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Indian reserve / Réserve indienne
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipality / Municipalité
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisga'a land
NO	Unorganized / Non organisé
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Parish / Paroisse (municipalité de)
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Rural community / Communauté rurale
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Indian settlement / Établissement indien
SA	Special area
SC	Subdivision of county municipality / Subdivision municipalité de comté
SÉ	Settlement / Établissement
SET	Settlement
SG	Self-government / Autonomie gouvernementale
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision of unorganized / Subdivision non organisée
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Town / Ville
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2011.

<http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/table-tableau/table-tableau-5-fra.cfm>